

Compte Rendu  
Conseil Municipal

Présents

Bruno Loustalet  
Philippe Maisonnas  
Yannick Semay  
Philippe Guillard  
Guy Caplat  
Jean-Michel Thuot  
Valérie Berger  
Nicolas Zimerli  
Marie Paule Dupuy-Roudel  
Suzanne Borrel-Jeantan  
Josiane Brignone  
Kamel Mohammadi  
Audrey Duprat  
Christian Julian

Excusés

Pouvoir

Serge Manié  
(pouvoir à A Duprat)

Séance du 10 février 2016

L'an deux mil seize, le dix février à 20 heures 30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Yannick Semay

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,  
Séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le mercredi 10 février 2016 à 20 h 30  
Enregistrement intégral sans pause»

**1.** **Compte rendu de la précédente réunion :**

Mr le Maire fait part à l'assemblée qu'aucune demande de modification au précédent compte rendu n'a été faite.

L'Assemblée n'ayant pas d'autres modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

**2.** **C.C.M.P.**

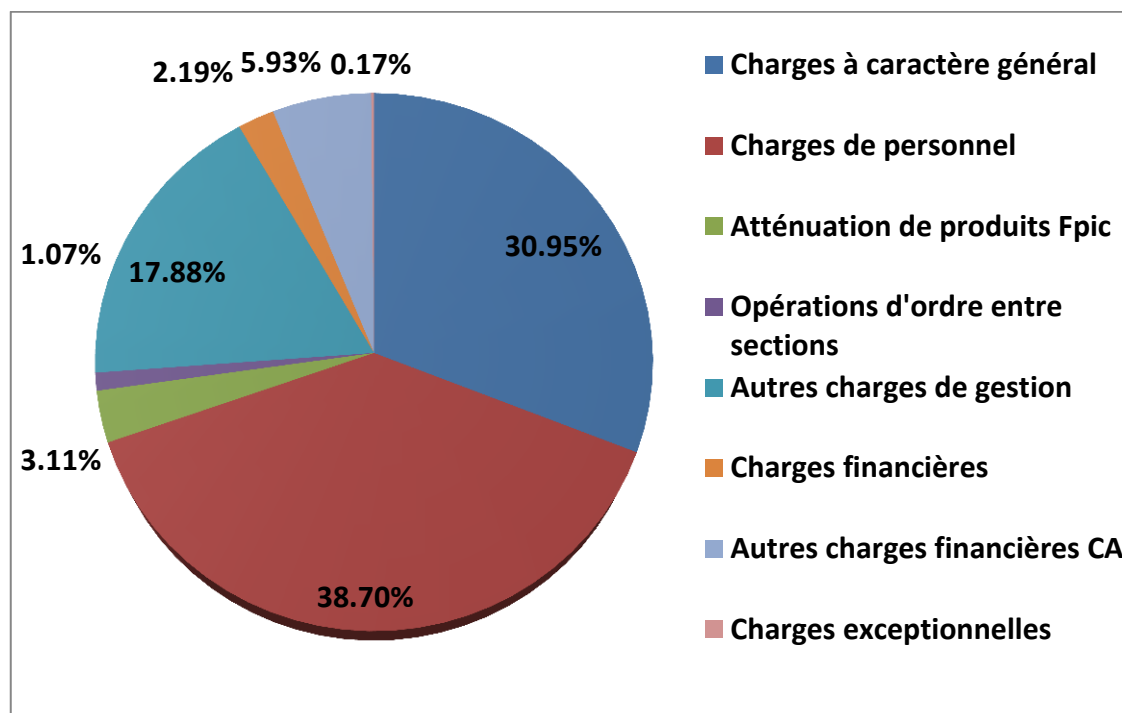
Mr le Maire informe l'Assemblée que les COPIL relatifs au processus de fusion des deux Communautés de Communes ont débuté il y a quinze jours, La première réunion avait pour objet de présenter l'état des lieux aux 15 maires et en présence des deux DGS. Une prochaine réunion a lieu demain. Mr le Maire, lors de la prochaine Commission Générale, exposera ce qui sera dit à ladite réunion.

**3.** **FINANCES**

Mr Maisonnas souligne que les chiffres des deux comptes administratifs ont été étudiés en Commission Finances et Commission Générale. De plus, l'intégralité des Comptes Administratifs du budget principal de la Commune et du budget Assainissement a été transmise aux élus avec la convocation au présent Conseil.

Il donne les chiffres clés du CA du Budget Principal et du Budget Assainissement.

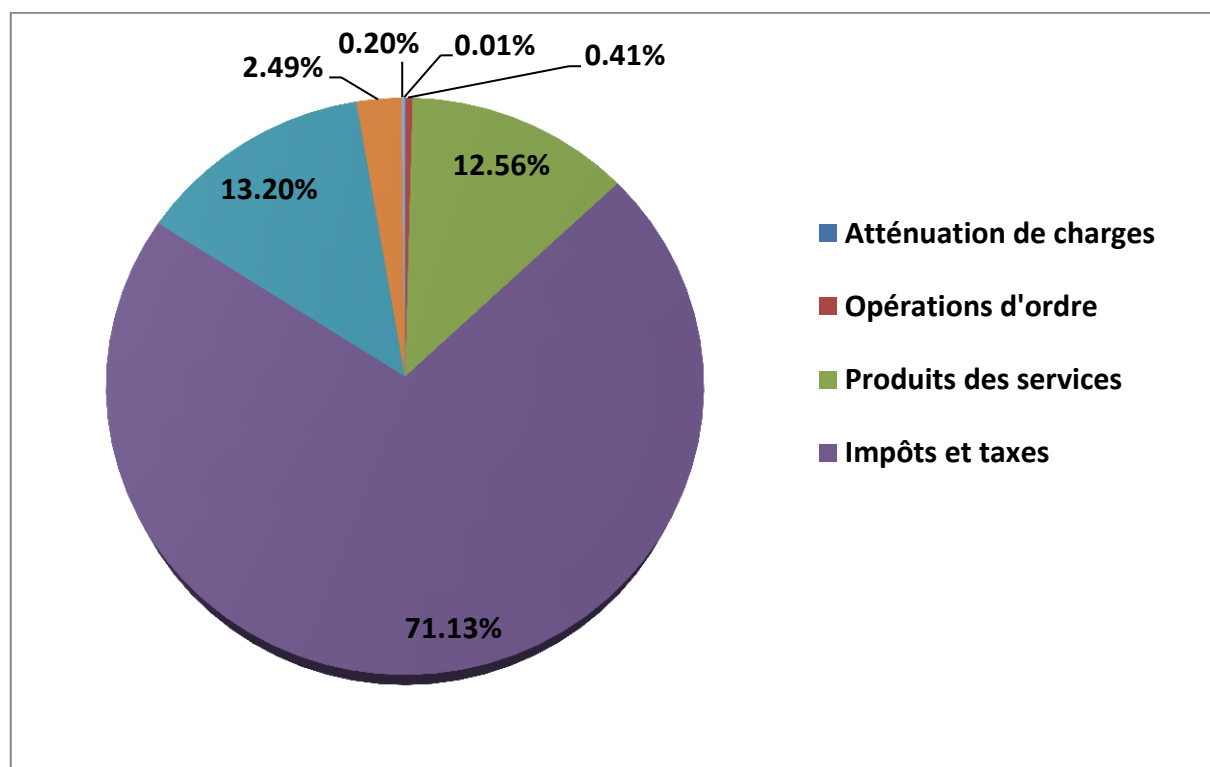
## Dépenses de fonctionnement 2015



Mr Maisonnas note que les 38,70 % de charges de personnel sont un seuil que beaucoup de communes nous envient, sachant que sur les communes de la Côtère, les charges de personnel représentent 45 à 50 % en moyenne. Il remercie Mme Berger et Mr Guillard pour le non recrutement de personnel supplémentaire à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle classe et de l'augmentation de la fréquentation du périscolaire.

Concernant les autres charges financières relatives au remboursement de l'emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole, il rappelle le remboursement du prêt via l'emprunt souscrit auprès de l'AFL à un taux attractif à 0,91 % en réduisant la durée de deux ans. Par contre, le contrat souscrit à l'époque auprès du Crédit Agricole Centre Est prévoyait des pénalités. C'est pour cela qu'il les a isolés volontairement sur le graphique.

## Recettes de fonctionnement 2015



## ANALYSE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015

### BUDGET PRINCIPAL

#### A/ SECTION DE FONCTIONNEMENT

#### **A1/ DEPENSES**

##### **a) Rappel du prévisionnel**

Le budget 2015 (BP + DM) prévoyait **829009.57 €** :

- **Dont 819196.57 € de dépenses réelles** réparties comme suit :
  - 29332 € d'atténuation de produits liés au FPIC
  - 718527.57 € de dépenses liées à la gestion des services
  - 16206.92 € de charges financières
  - 38746.33 € d'autres charges financières exceptionnelles
  - 1118 € de charges exceptionnelles
  - 15263.75 € de dépenses imprévues
- **Des opérations d'ordre pour un montant de 9813 €**
  - 2818 € d'autofinancement prévisionnel (virement du 023/021)
  - 6995 € de dotations aux amortissements

## b) Réalisé 2015

Le liquidé s'élève cette année à **653706.12 €**, soit un **taux de réalisation de 78.85 %**.

*Evolution et répartition des dépenses de fonctionnement par chapitre (en euros)*

	Chapitres	CA 2015		CA 2014	
011	Charges à caractère général	202316.62	30.95 %	233061.21	36.85 %
012	Charges de personnel et frais assimilés	253014.96	38.70 %	242732.98	38.38 %
65	Autres charges de gestion courante	116875.61	17.88 %	115295.35	18.23 %
14	Atténuations de produits	20306	3.11 %	21435	3.39 %
66	Charges financières	53081.66	8.12 %	13619.95	2.15 %
042	Opérations d'ordre de transfert entre section	6993.36	1.07 %	6305.25	1 %
67	Charges exceptionnelles	1117.91	0.17 %	0	0 %
<b>TOTAL</b>		<b>653706.12</b>	<b>100,00%</b>	<b>632449.74</b>	<b>100,00%</b>

On constate une évolution globale des dépenses de la section de fonctionnement de + 3.36 %, soit en valeur absolue + 21256.38 €. Cette évolution est due à l'augmentation exceptionnelle des charges financières liées au rachat du prêt Crédit Agricole. Hors charges exceptionnelles, l'évolution est de – 2.77 %, comme prévu lors du vote du BP 2015.

Il note également une diminution des charges du chapitre 11 de -13.19 % qui s'explique par une baisse sensible de consommation de fluides (-17 k€) et des postes « entretien bâtiments » et « voirie » (-19 k€). Ceci est la conséquence directe des investissements déjà réalisés.

Enfin, le chapitre 12 (+4%) est impacté par la réforme des rythmes scolaires (ouverture le mercredi et renfort cantine).

## A2/ RECETTES

### a) Rappel

Le budget 2015 (BP + DM) prévoyait 655537 € de recettes de fonctionnement dont :

- 474856 € des impôts et taxes
- 91063 € de dotations et participations
- 74400 € de produits des services
- 12600 € d'autres produits de gestion courante
- 2818 € de travaux en régie

Auxquelles il convient d'ajouter le résultat reporté de 173270.57 €, soit un total de budget de 829007.57 €

### b) Réalisé 2015

Les recettes de fonctionnement perçues s'élèvent cette année à 690723.96 €, soit un réalisé supérieur à la prévision initiale de + 34986.96 €.

**Les recettes de fonctionnement sont les suivantes :**  
**Recettes de fonctionnement par chapitre (en euros)**

		2015		2014	
13	Atténuation de charges	76	0.01 %	657	0.10 %
70	Produits des services	86724.74	12.56 %	65480.70	9.53 %
73	Impôts et taxes	491321.74	71.13 %	481314.10	70.04 %
74	Dotations et participation	91163.52	13.20 %	103299.03	15.03 %
75	Autres produits	17220.26	2.49 %	27165.10	3.95 %
77	Produits exceptionnels	1400	0.20 %	3871.41	0.56 %
042	Opérations d'ordres	2817.70	0.41 %	5397.37	0.79 %
<b>TOTAL</b>		<b>690723.96</b>	<b>100,00%</b>	<b>687184.71</b>	<b>100 %</b>

84 % des recettes de fonctionnement sont liées à l'impôt et aux dotations et participations versées par l'Etat et la CCMP. Les recettes perçues par la Commune en 2014 et 2015 sont globalement stables.

Cette non évolution est liée essentiellement à la hausse du chapitre 70 +32 % (hausse de la fréquentation périscolaire) et du chapitre 73 +2 % qui balancent le fait que les dotations perçues de l'Etat sont en recul de 15676 €, soit – 18 % par rapport à 2014.

• **B- SECTION D'INVESTISSEMENT**

**B1/ DEPENSES**

Le budget 2015 (BP + DM) prévoyait en investissement 591597.16 € de dépenses, dont 153676.20 € de dépenses d'équipement.

73.45 % des crédits ont été consommés, soit 434518.89 euros, dont 113652.98 € d'équipement. L'autre principale charge est le remboursement du capital du prêt Crédit Agricole pour 240 k€.

**B2/ RECETTES**

Le budget 2015 (BP + DM) prévoyait en investissement 756479.35 € de recettes, dont 670067.63 € de recettes réelles dont 280 k€ de prêt souscrit à l'AFL et 311 k€ de BEA, auxquelles s'ajoutent 86412.32 € de recettes d'ordre correspondant pour 79417.32 € à de l'autofinancement prévisionnel (virement de la section de fonctionnement 023/021) et 6995 € d'amortissement.

712719.73 € de recettes ont été réalisées en 2015 soit 94.22 % du prévisionnel.

Mme Borrel-Jeantan présente les résultats des deux sections pour les deux Comptes Administratifs (Commune + Assainissement)

## Compte Administratif M14 COMMUNE

FONCTIONNEMENT 2015	INVESTISSEMENT 2015
Dépenses: 653706.12 €	Dépenses: 384470.28 €
Recettes: 690723.96 €	Recettes: 712719.73 €
Résultat: 37017.84 €	Résultat: 328249.45 €
Excédent reporté: 173270.57 €	Déficit reporté: -50048.61 €
Cumul: 210288.41 €	Cumul: 278200.84 €

L'affectation des résultats sera traitée en mars au moment du vote des budgets primitifs 2016

## Compte Administratif M49 ASSAINISSEMENT

EXPLOITATION 2015	INVESTISSEMENT 2015
Dépenses: 389.88 €	Dépenses: 6831.13 €
Recettes: 4781.13 €	Recettes: 10972.13 €
Résultat: 4391.25 €	Résultat: 4141 €
Déficit reporté: - 71.64 €	Excédent reporté: 4877.15 €
Cumul: 4319.61 €	Cumul: 9018.15 €

L'affectation des résultats sera traitée en mars au moment du vote des budgets primitifs 2016

## COMPTE DE GESTION 2015 COMMUNE

001021  
TRES. MONTLUEL



II-1  
Exercice 2015

18000 -THIL

### RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
<b>RECETTES</b>			
Prévisions budgétaires totales (a)	756 479,35	829 007,57	1 585 486,92
Titres de recettes émis (b)	712 719,73	690 723,96	1 403 443,69
Réductions de titres (c)	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (d = b - c)	712 719,73	690 723,96	1 403 443,69
<b>DÉPENSES</b>			
Autorisations budgétaires totales (e)	591 597,16	829 007,57	1 420 604,73
Mandats émis (f)	386 541,31	653 853,50	1 040 394,81
Annulations de mandats (g)	2 071,03	147,38	2 218,41
Dépenses nettes (h = f - g)	384 470,28	653 706,12	1 038 176,40
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>			
(d - h) Excédent	328 249,45	37 017,84	365 267,29
(h - d) Déficit			

# COMPTE DE GESTION 2015 ASSAINISSEMENT

001021  
TRES. MONTLUEL



II-1  
Exercice 2015

18500 -ASST THIL

## RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
<b>RECETTES</b>			
Prévisions budgétaires totales (a)	18 583,64	4 781,64	23 365,28
Titres de recettes émis (b)	10 972,13	4 781,13	15 753,26
Réductions de titres (c)	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (d = b - c)	10 972,13	4 781,13	15 753,26
<b>DÉPENSES</b>			
Autorisations budgétaires totales (e)	18 583,64	4 781,64	23 365,28
Mandats émis (f)	6 831,13	389,88	7 221,01
Annulations de mandats (g)	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (h = f - g)	6 831,13	389,88	7 221,01
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>			
(d - h) Excédent	4 141,00	4 391,25	8 532,25
(h - d) Déficit			

22  
HELIR46-110111.v1

### DELIBERATION 16/01/01 : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte Administratif du Budget Principal 2015.

Vu l'avis de la Commission finances du 25 janvier 2016,

Vu la présentation faite en Commission Générale le 04 février 2016,

Le Conseil,

Entendu les explications de Monsieur le rapporteur,

Approuve le Compte Administratif du Budget Principal 2015.

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

### DELIBERATION 16/01/02 : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU BUDGET PRINCIPAL 2015

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte de gestion du Budget Principal 2015.

Vu l'avis de la commission finances du 25 janvier 2016,

Le Conseil,

Entendu les explications de Monsieur le rapporteur,

Approuve le Compte de gestion du Budget Principal 2015.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

**DELIBERATION 16/01/03 : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET ANNEXE (ASSAINISSEMENT) 2015**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte Administratif du Budget Annexe (Assainissement) 2015.

Vu l'avis de la commission finances du 25 janvier 2016,  
Vu la présentation faite en Commission Générale le 04 février 2016,  
Le Conseil,  
Entendu les explications de Monsieur le rapporteur,

Approuve le Compte Administratif du Budget Annexe (Assainissement) 2015.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

**DELIBERATION 16/01/04 : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU BUDGET ANNEXE (ASSAINISSEMENT) 2015**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte de gestion du Budget Annexe (Assainissement) 2015.

Vu l'avis de la commission finances du 25 janvier 2016,  
Le Conseil,  
Entendu les explications de Monsieur le rapporteur,

Approuve le Compte de gestion du Budget Annexe (Assainissement) 2015.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

**4. DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE**

Mr le Maire rappelle que les Comptes Administratifs et Comptes de Gestion 2015 étant votés, il convient de préparer les budgets 2016.

Il donne lecture du texte du Débat d'Orientation Budgétaire annexé à la délibération et demande aux élus de se prononcer sur son contenu.

Mme Duprat demande au niveau du CCAS, si les Thilois ont formulé des demandes particulières. S'ils sont informés du réel fonctionnement du CCAS.



Mr le Maire répond qu'il a ouvert le débat en avril 2015 au sein du CCAS. La loi NOTRe est entrée en application en juillet dernier et confirme cette tendance.

Mis à part le subventionnement des associations qui nous sollicitent chaque année, un certain nombre d'actions, et il tient à remercier Mme Borrel-Jeantan pour le développement des réunions d'information portées par le CCAS, sur les problématiques de l'adolescence, la fracture numérique... Il n'y a jamais vraiment eu de demandes d'intervention de la part de la population.

Il rappelle que la solidarité existe au niveau du village et que cela est très précieux. Il y avait eu un dossier mais il a été traité dans un autre cadre que le CCAS.

Les deux premières années, il y a eu une participation plus prononcée de la part des membres extérieurs, mais depuis, il n'y a surtout que des élus.

De plus, cela évitera une comptabilité supplémentaire au Trésorier et la Mairie ainsi que des process administratifs. Ce débat est ouvert à la concertation. La dissolution du CCAS et la création d'une Commission extramunicipale qui gère l'action sociale (dans le même schéma que le CCC) est une décision du Conseil Municipal. Il vaut mieux consacrer une commission municipale avec sa propre dynamique, afin de mener des actions.

Mme Duprat note donc qu'en cas de besoin, les Thilois s'adresseront à cette commission-là.

Mr le Maire répond que la commission étudiera les dossiers du domaine social.

Mme Borrel-Jeantan précise que le CCAS sert de plaque tournante. Le CCAS renvoie les personnes vers les services sociaux comme les assistantes sociales. Elle note qu'à ce jour, le CCAS n'a jamais vraiment eu de dossiers à traiter.

Mr Guillard précise qu'il est important d'orienter vers les acteurs sociaux et d'arriver à déterminer s'il y a réellement une action à faire auprès de ces personnes. Ensuite éventuellement, sur sollicitation de ces services sociaux, on peut instruire des dossiers.

Mr le Maire souligne qu'il sera important de veiller au respect de la confidentialité.

Mr Julian demande des compléments d'information concernant les études d'ingénierie qui représentent des sommes conséquentes, il souhaite savoir si les études qui se font actuellement, se superposent à celles existantes ou pas.

Mr le Maire répond que les études faites dans un premier temps, étaient un schéma directeur de l'assainissement, afin de fixer les grandes orientations, options techniques, faire une cartographie des zones qui devaient être assainies et pour lesquelles il devrait y avoir la gestion des eaux pluviales.

Il rappelle qu'en matière d'assainissement, il est nécessaire de veiller aux problématiques séparatives afin que les eaux pluviales ne viennent faire des montées en charge indues au niveau du traitement des eaux usées. Ce que la commune a voulu faire avec l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) aujourd'hui, c'est de rapporter la problématique assainissement à un projet d'aménagement urbain.

Il y a l'aspect assainissement qui structure tout, mais qui englobe aussi les problématiques de réaménagement notamment au quai des Amours, aménagements de voiries... La commune a demandé à avoir des éléments de programmation. Il faut vérifier que l'option politique qui avait été prise au moment du schéma directeur de se raccorder à la STEP de la 3CM, est la bonne.

Pour la réalisation de l'assainissement, il convient de déterminer combien de tranches de travaux seront nécessaires pour réaliser le réseau sur l'ensemble du territoire communal. L'ensemble du réseau sera étudié afin de définir les tranches. En amont, il conviendra de faire des relevés topographiques détaillés, des carottages... et il conviendra de livrer ces éléments à un Maître d'œuvre pour qu'il décrive les travaux à faire dans des tranches successives.

Mr Thuot rajoute qu'il y a toutes les demandes à faire auprès des communes, du Département... pour obtenir les autorisations.

Mr le Maire rappelle que le maître d'œuvre devra piloter les entreprises pour la réalisation des travaux.

Mr Zimerli demande des informations concernant le BEA à savoir si la réserve financière sera placée ou réinvestie.

Mr Maisonnas répond que la commune n'a pas le droit de placer les fonds. Le principe global et légal est de dire : on a encaissé quelque chose qui représente un bail de 50 ans, on déduit chaque année l'équivalent du loyer théorique que nous aurions encaissé. Le capital rentre dans la capacité à ne pas emprunter et à financer les investissements. Le sujet sera abordé lors du vote du BP.

Mr Maisonnas note qu'en recette, on sera positif car la CCMP débloque des fonds (60.000 €) qui n'étaient pas prévus. En ce qui concerne la vidéo protection, il lit que la justification de celle qui sera rue Neuve et route de Niévroz permettra aux services de gendarmerie de renforcer leur efficacité. Il ne voudrait pas que pour aider la gendarmerie, cela coûte trop cher à la commune. Il rappelle le système « participation citoyenne / voisins vigilants » qu'il trouve intéressant. Concernant l'assainissement, il laisse le travail aux techniciens du bureau d'études. Il convient de laisser faire les professionnels.

Mme Semay est d'accord car le projet d'assainissement est un gros dossier. Etant donné la complexité, il est important de se faire aider par un bureau d'étude.

Mme Dupuy-Roudel précise qu'il faut que l'étude soit l'élément déclenchant des travaux.

Mr le Maire rappelle que ce sont des études d'ingénierie.

Mr Thuot note que le projet est beaucoup plus complexe que cela (circulation, tuyaux de gaz, eau, fibre optique, enfouissement des réseaux, puits de relevage...).

Mr Guillard rappelle que sur la commune, nous avons des accès routiers majeurs qu'il ne sera pas aisé de couper. Il a compris que la 3CM avait de l'ingénierie.

Mr le Maire rappelle que la CCMP n'est pas compétente en matière d'assainissement, que c'est une compétence communale.

Par contre, la 3CM est compétente en matière d'assainissement, donc c'est la commune qui va débiter son assainissement en qualité de maître d'ouvrage.

Il conviendra ensuite de faire un transfert de compétence de la commune de Thil à la 3CM si le projet de fusion arrive à son terme en 2018. Dans le cas contraire, il sera nécessaire de conventionner avec la 3CM.

Ensuite, la 3CM prendra cela en charge.

La 3CM dispose d'une expertise aussi en matière économique et notamment pour la fixation du prix de l'eau.

Le prix de l'eau doit être défini avant même de lancer les études, car cela conditionne le subventionnement des travaux.

Les demandes (auprès du Département et de l'Agence de l'Eau) doivent être faites avant le 15 septembre et la décision interviendra en février.

Il rappelle que la Communauté de Communes fait un apport d'1 million d'euros et sera entériné début mars prochain dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement.

## **DELIBERATION 16/01/05 : DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire expose que le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) a pour objet de discuter des grandes orientations qui présideront à l'élaboration du prochain Budget Primitif conformément aux dispositions de l'article L.2312-1 et suivants du CGCT.

- Considérant que le débat en Conseil Municipal doit avoir lieu, au plus tard, dans les deux mois précédant l'examen du budget,
- Considérant que le débat sur les orientations générales présidant à l'élaboration du Budget Primitif 2016 s'est déroulé ce jour au Conseil Municipal,
- Considérant que le contenu de ce débat n'est pas soumis au vote mais son compte rendu figure au registre des délibérations de la commune de THIL,

Le Conseil Municipal :

- PREND ACTE de la tenue ce jour, au sein du Conseil Municipal, du débat portant sur les orientations budgétaires de la commune de Thil pour l'année 2016,
- DIT que la présente délibération à laquelle est annexé le texte introductif au débat sera affichée pendant un mois en Mairie et mise en ligne sur le site communal dès retour du contrôle de légalité.

Annexe à la délibération n° 16.01.05

### **Débat d'Orientations Budgétaires 2016**

Mes chers collègues,

Vous le savez le Débat d'Orientation Budgétaire a pour objet de présenter aux membres du Conseil municipal, et au-delà à l'ensemble de nos administrés, les principales orientations qui présideront à l'élaboration des Budgets communaux proposés à vos délibérations en mars prochain.

L'approbation du Compte Administratif et du Compte de gestion vient de le démontrer : la commune a anticipé, dès le budget 2015, les tendances négatives issues des contraintes qui pèsent sur les finances des collectivités locales fortement mises à contribution dans le cadre du redressement des finances publiques :

- 1° en optant pour une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement,
- 2° en faisant le choix de décisions stratégiques lui permettant de dégager des marges de manœuvre pour l'exécution du plan de mandat,
- 3° en recherchant dans la concertation avec nos partenaires de l'intercommunalité – confrontés aux mêmes contraintes de gestion -, les termes d'un nouveau Pacte Financier et Fiscal et d'une stratégie territoriale en matière d'investissements.

Pour autant, il convient de rappeler la prégnance de ces contraintes pour préciser le contexte des propositions d'orientations budgétaires pour l'exercice 2016.

#### **1. Conséquences de la contribution des collectivités locales au redressement des finances publiques et l'apport de la solidarité communautaire**

Le mandat 2014-2020 est avant tout celui de la baisse du principal concours financier en provenance de l'État : la dotation globale de fonctionnement.

D'un montant de 23,8 milliards d'euros à la fin du mandat précédent, la DGF du bloc communal a fait l'objet d'un premier prélèvement en 2014 au titre de la participation des collectivités locales au redressement des finances publiques (840 millions d'euros), puis d'un second en 2015 (2,07 milliards d'euros). Ce prélèvement devrait se poursuivre jusqu'en 2017.

Sur le mandat 2008-2014, la DGF aura été de 23,5 milliards d'euros par an en moyenne, elle devrait être de 19 milliards d'euros sur le mandat actuel, en retenant l'hypothèse d'un niveau figé sur les deux dernières années.

À cette diminution s'ajoute le développement des mécanismes de péréquation et, à partir de 2016, la mise en place de la nouvelle architecture de la DGF.

Ces deux tendances créent l'effet « ciseau ».

L'étude de prospective financière réalisée par l'intercommunalité en « amont » de la revoyure du Pacte Fiscal et Financier mettait en évidence, concernant l'ensemble des communes, une dégradation significative, toute chose égale par ailleurs, de leurs marges de manœuvre sous l'effet combiné de la baisse de la DGF et de la montée en puissance du FPIC.

Plus particulièrement, pour notre commune, la prospective réalisée pointait sur :

1° **l'altération du niveau d'épargne** : diminuant de façon significative à partir de 2015 et jusqu'en 2017, sous l'effet principalement de la baisse des dotations (jusqu'en 2017) et de la montée en puissance du FPIC (jusqu'en 2016). A son plus bas en 2017, il serait proche de 2%, puis progresserait de nouveau chaque année, sous l'effet principalement de l'augmentation des taux des taxes locales (hypothèse retenue de +2% par an), et atteindrait 6,3% en fin de période.

Quant au taux d'autofinancement, il était inférieur aux seuils d'alerte communément admis dès 2015, et le resterait sur toute la période étudiée.

2° **L'endettement** diminuerait jusqu'en 2016. Il augmenterait, par la suite, de façon significative chaque année à partir de 2016, année où le fonds de roulement atteindrait le seuil plancher (110k€) et ne pourrait plus être mobilisé pour couvrir le besoin de financement.

Le ratio de solvabilité – c'est à dire le délai de remboursement de la dette – dépasserait le « seuil d'alerte » et le « seuil limite » à partir de 2016, mais redeviendrait inférieur à ces seuils en fin de période, grâce à l'amélioration de l'autofinancement.

Fort de ces anticipations, l'intercommunalité a fait le choix de la solidarité dans le cadre d'une « dotation de solidarité renforcée » au bénéfice des plus petites communes, compte tenu :

1° de la situation ainsi créée par les exigences du contexte financier national,

2° du niveau des taux d'imposition communaux prévalant à Thil.

La commune bénéficiera ainsi d'une dotation complémentaire de l'ordre de 60 000 euros en 2016 « gommant » pour l'essentiel le double effet négatif de la baisse de la DGF (- 23 081 euros par rapport à 2013) et de montée en charge du FPIC (estimé pour cette année à 40 000 euros).

De façon complémentaire, des ressources financières restent mobilisables auprès de la Communauté de commune, à savoir :

- Au titre du solde du fonds de concours 2008-2014 : 25 000 euros pour le financement des investissements courants,
- Au titre du Plan Pluri Annuel d'investissement : 1 million d'euros pour le financement du raccordement du réseau d'assainissement collectif jusqu'à la STEP de la 3CM à Niévroz.

Je souhaite, en votre nom, remercier publiquement le Président Pascal Protière mais également l'ensemble de mes collègues Membres du Bureau communautaire, Maires et Conseillers communautaires pour leur solidarité et leur compréhension des problématiques des « petites communes ».

Parallèlement, la commune n'est pas restée inerte :

Je sais que vous vous joindrez à moi pour remercier Philippe Maisonnas et Madame la Secrétaire Générale pour leur vigilance et leur imagination car, d'une part, l'objectif de maintenir l'exécution budgétaire 2015 à -3% a pu être tenu et, d'autre part, le réaménagement d'un emprunt auprès de l'AFL à un taux particulièrement attractif (0,91% fixe) permet de contenir la charge de l'emprunt tout en ouvrant de nouveaux horizons bancaires pour mobiliser les emprunts à venir.

De la même façon, le BEA conclu avec la SEMCODA a permis de créer une réserve financière importante pour faire face aux financements des aménagements communaux.

***De ce point de vue, les engagements pris l'an dernier devant vous ont été tenus et la situation de nos finances communales peut, donc, être regardée avec une confiance raisonnable.***

***Nous pouvons, ainsi, envisager de ne pas augmenter les taux communaux (TH – TF et TFNB) pour la 7<sup>ème</sup> année consécutive tout en restant réservés quant à leur évolution ultérieure.***

Les marges de manœuvre dans lesquelles nous aurons à construire nos budgets seront donc les suivantes :

- **Concernant les dépenses de fonctionnement** qui ont, par nature, une forte inertie, il importera de maintenir notre vigilance quant à leur évolution comme nous l'avons fait depuis 2008.

Je vous invite à rejoindre, à nouveau, la position de la Cour des comptes qui pointe l'impérieuse nécessité de « faire mieux ou, au pire autant, avec moins » et d'engager de véritables politiques de mutualisation. Après la création du service d'instruction des ADS, une nouvelle perspective est ouverte vers la création d'un service mutualisé de gestion des Ressources Humaines (paie-formation-gestion prévisionnelle des emplois et des carrières,...) au sein de l'intercommunalité.

Nous veillerons, cependant, à garantir le meilleur service public local notamment pour ce qui concerne les services attachés aux activités scolaires et périscolaires.

De même, la dématérialisation des actes communaux sera une réalité dès ce premier semestre : non perceptible car faisant partie du travail de « back office », il n'en demeure pas moins fondamental dans la recherche de l'efficacité de l'administration générale ;

- **Concernant les investissements**, la plus grande sélectivité s'impose avec la nécessité de maintenir, en priorité, la conservation du patrimoine communal et permettre d'engager les études d'ingénierie technique et financière de la réalisation du réseau de transfert et la première tranche de l'assainissement collectif.

Ce DOB a donc pour objet d'indiquer le sens de notre action publique et la rendre lisible pour nos concitoyens.

## **2. Principales orientations 2016**

Les orientations du prochain budget doivent amorcer la trajectoire d'équipements issue du Schéma Directeur de l'Assainissement et du Plan de Prévention du Risque inondation et par l'approbation du PLU. Les investissements se concentreront particulièrement sur les équipements de sécurité, conservation en bon état du patrimoine communal en matière de voiries et de bâtiments communaux, les services attachés aux activités scolaires et périscolaires et le soutien aux associations.

### **I. Budget principal**

#### **1. Requalification environnementale et écologique**

La requalification environnementale et écologique des bords du Rhône inclut le secteur des Etangs de Thil et l'esplanade du quai des Amours.

Ce projet est l'un des axes majeurs du Plan de mandat. A la dimension communale, s'ajoutent les perspectives territoriales qui bénéficient à ce titre de subventions du Département et de la Région :

- Mise en valeur du patrimoine des milieux alluviaux Rhône en partenariat avec les communes de Niévroz et de Balan,
- Aménagement du segment thilois de l'Anneau Bleu.

Ce projet est ouvert à la concertation communale. Elle est pilotée par le groupe de travail animé par Nicolas Zimerli, Suzanne Borrel-Jeantan et Guy Caplat.

Il est inscrit, également, dans le contexte de l'Expérimentation de la Densification Douce Maîtrisée » dont cinq projets privés bénéficient de l'apport – gratuit – des conseils du CAUE de l'AIN.

Les sommes correspondantes au financement des études seront à prévoir au budget 2016.

## 2. Voirie

Concernant les travaux de voirie, l'adhésion au Groupement de commande organisé par la CCMP donnera la capacité à notre commune d'acheter au meilleur coût des prestations d'entretien courant et de réfection des segments de voirie communale.

Nonobstant les travaux et opérations de voirie pour lesquels la Communauté de communes a été saisie au titre de ses compétences, Monsieur le Premier Adjoint formulera des propositions à la Commission Voirie – Travaux pour le réaménagement du Chemin du Mas Durand dans son segment de desserte du Clos des platanes jusqu'à l'entrée du Lotissement des Ilets. Il travaille, par ailleurs, à l'instruction d'un dossier de demande des subventions auprès de la Préfecture.

Cette proposition d'aménagement s'inscrit dans une double approche :

- Compléter les équipements participants à la sécurisation du plateau piétonnier de desserte du secteur des Rivons / les lotissements du Mas Durand ;
- Assurer le prolongement de la mise en sécurité des cheminements piétonniers et cyclables du Pont de l'autoroute A42 pris en charge par l'intercommunalité pour un budget de l'ordre de 220 000 euros.

Progressivement se dessinent les aménagements du segment thilois de « l'Anneau Bleu », en écho aux aménagements environnementaux des Berges du Rhône évoqués précédemment, la jonction « mode doux » depuis la gare de Beynost, la ZA Actinove jusqu'au Carrefour du Mas Durand vers le Stade de Thil jusqu'au chemin de halage.

## 3. Entretien et modernisation du patrimoine et complétude du dispositif de vidéo surveillance

Depuis 2008, la commune réalise régulièrement, chaque année, des opérations de préservation de son patrimoine, en réalité celui de nos administrés.

Outre les travaux d'entretiens courants et d'embellissement, les travaux prévus au titre du plan de modernisation pluri annuel des locaux de l'école seront poursuivis ainsi que ceux prévus au titre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée.

Comme je l'ai annoncé lors de la dernière cérémonie des vœux, le dispositif de sécurité publique mis en œuvre via le système de vidéo protection sera parachevé. Il répondra aux besoins de sécurisation :

- du secteur Rivons/ Mas Durand pour lequel nous avons eu à déplorer en fin d'année 2015 plusieurs délits ;
- du secteur du carrefour Rue Neuve/Route de Niévroz afin de permettre aux Services de la gendarmerie de renforcer leur efficacité vis à vis du suivi des flux sur les RD 61A vers Montluel et RD61B vers Niévroz et en direction de l'Isère.

Je peux, d'ores et déjà, vous faire part que Monsieur le Sénateur Patrick Chaize s'est engagé à mobiliser une enveloppe de 5000 euros au titre de sa réserve parlementaire pour cette opération. Les fonds de la DETR seront également sollicités.

Parallèlement, j'invite le Conseil Municipal à réfléchir avec la Gendarmerie en vue de la mise en œuvre du dispositif de « Participation citoyenne / Voisins vigilants » à l'instar de toutes les communes du canton : c'est une action qui découle directement du Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

D'autres priorités seront à dégager au sein de la Commission Travaux dans les limites budgétaires que fixera la Commission des finances sur proposition de Monsieur le Premier Adjoint qui, je le rappelle, a questionné, depuis septembre dernier, toutes les commissions.

## 4. Petite enfance et nouvelles activités périscolaires

En 2014, la mise en application des temps d'accueil périscolaires a été une réussite grâce à l'implication de tout le personnel communal mais également l'apport éducatif du FC Luenaz et des bénévoles de la Bibliothèque.

Le partenariat amorcé avec nos voisins de Beynost s'est prolongé avec la facilitation de l'accès à l'ALSH GABI par la mise en œuvre d'un transport de « porte à porte » les mercredis après les cours du matin.

L'ouverture d'une cinquième classe à la rentrée 2015-2016 annoncée quelques jours après la rentrée scolaire a rendu plus ardue la tâche d'organisation des NAP pour tous les acteurs impliqués. Que tous, personnel communal et élus en charge du secteur soient ici assurés de la reconnaissance du travail accompli pendant cette période.

Philippe Guillard et Valérie Berger ont fait pendant la période des fêtes de fin d'année un bilan complet. Il a été partagé, d'une part, avec les élus au sein de la Commission Vie Scolaire et, d'autre part, avec le Personnel communal concerné.

La Commission Vie Scolaire formulera des propositions d'organisation fonctionnelle des activités périscolaires et étudiera le besoin d'un renforcement *raisonné* du personnel pour faire face à l'accroissement de la fréquentation du restaurant scolaire – notamment les tous petits – pour permettre d'améliorer encore la qualité du service rendu.

## 5. Associations - animation - communication

Les associations qui sont, dans leur diversité, le rouage essentiel du lien social et de la convivialité à laquelle nos administrés sont particulièrement attachés devront être soutenues : les associations agréées qui le souhaitent ont déjà formulé leur demande de soutien à leurs manifestations.

Dans ce cadre, Yannick Semay et la Commission communication ont validé les demandes d'acquisition de barnums dont l'usage sera mutualisé entre toutes les associations.

## II. Budget Assainissement

Les études de l'assainissement collectif de Thil ont été validées le 19 novembre dernier à l'unanimité par l'Assemblée générale des élus et le 29 janvier dernier par le Comité de Pilotage du projet réunissant autour du groupe de travail municipal les Personnes Publiques Associées : – les deux intercommunalités, le SIE Thil – Niévroz, le Département et les Services de l'état.

Elles ont permis de valider les options techniques, institutionnelles ainsi que les enveloppes financières du Programme.

Les grands objectifs de la première phase sont, sous réserve d'aléas non identifiés, à ce jour :

- réalisation en 2017 du raccordement à la STEP de la 3CM,
- desserte de l'ensemble du secteur du périmètre de protection éloigné du puits de captage :
  - période 2017 – 2018 : secteur Route de Niévroz – Rue du Canal incluant le raccordement des habitations et la desserte du lotissement des Loups ;
  - 2019-2020 desserte des habitations du secteur Rue Neuve – Route de Montluel.

Ces premières réalisations permettront de parachever le travail visant à satisfaire les prescriptions du SDAGE Rhône-Méditerranée en matière de protection de la ressource en « eau » et **à faire aboutir, dans le cadre du SIE Thil – Niévroz, la Déclaration d'Utilité Publique couvrant les emprises territoriales du puits de captage sur les communes de Thil et de Niévroz.**

L'heure de l'opérationnalité est ainsi venue. Cela va se traduire très concrètement par :

## 1. Le lancement des études d'ingénierie de l'assainissement collectif et de la commande publique de la maîtrise d'œuvre associée

Nous sommes entrés dans la phase préparatoire des travaux : les études d'ingénierie permettront de qualifier le plan opérationnel et de sélectionner l'entreprise en charge des travaux de l'assainissement collectif.

Pour l'heure, je suis en mesure de vous préciser les opérations traitées au cours de l'année 2016.

Dès le printemps prochain, les études préalables seront lancées pour permettre au maître d'œuvre qui sera choisi dans le courant de l'été d'être en capacité de livrer son Avant Projet en novembre prochain.

Le budget devra prendre en compte, outre le solde des prestations de la Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, le provisionnement des études de maîtrise d'œuvre des phases Avant Travaux.



## 2. La fixation du prix de l'eau

La fixation du prix de l'eau sera l'étape incontournable pour rendre éligible les travaux de réalisation du réseau d'assainissement aux subventions de l'Agence de l'Eau et du Département de l'Ain.

Le prix de l'eau sera ainsi fixé d'ici le printemps prochain.

Il s'appliquera à toute habitation raccordée à un dispositif d'assainissement collectif. Ainsi les résidents du Clos des Platanes seront les premiers concernés par cette mesure d'ordre public.

Les prochaines semaines seront mises à profit pour affiner tous les aspects techniques, fonctionnels et économiques du Programme et pour informer les intéressés.

Enfin, une réunion publique avec la Maîtrise d'œuvre sera organisée à la rentrée prochaine une fois l'Avant-Projet établi.

## III. CCAS

Depuis le printemps dernier, j'ai sensibilisé les membres du CCAS sur la problématique de sa gestion administrative et les lourdeurs qu'elle impose tant au sein de la commune que pour les services du comptable du Trésor.

La Loi NOTRe a confirmé la possibilité qui existait, pour les petites communes, de faire gérer par le Budget Principal les interventions du CCAS.

Lors de sa dernière réunion, j'ai invité les membres du CCAS à se prononcer en faveur de cette opération qui deviendrait effective à compter de 2017. Les compétences et les interventions du CCAS seraient dévolues à une Commission Action sociale animée par Yannick Semay, cette commission serait ouverte, sur le modèle du CCC, à la participation citoyenne.

Ces derniers ont validé cette proposition. Le travail qui sera à accomplir consistera à en préciser ses modalités notamment au regard des problématiques des demandes d'intervention.

Je tiens à préciser que les soutiens du CCAS au bénéfice des associations ayant des objectifs citoyens, caritatifs ou éducatifs sont bien évidemment maintenus pour l'année 2016 (Cap Handicap, Les Lucioles, le CLIC pour ne citer que les principales) de même que le financement du traditionnel Repas des Anciens.

J'ajoute qu'à la demande de Suzanne Borrel-Jeantan, les candidatures au « Thil Pass' Jeunes » seront ouvertes toute l'année et non plus simplement sur la période du dernier trimestre.

Je vous invite à partager ces orientations pour que la construction et la mise en œuvre du Budget 2016 nous permettent de continuer à « dérouler » sereinement et avec enthousiasme nos engagements pour parfaire la modernisation et l'amélioration de la qualité de vie de notre village.

Je vous remercie de votre attention et vous donne la parole pour le débat.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## 5. VIDEO PROTECTION

Mr Thuot précise que les 20.000 € estimés, correspondent à un montant maximum qui découle de travaux de génie civil, pour installer ces nouvelles caméras.  
Pour les deux caméras qui sont demandées, il faut tout créer partout.

Mme Duprat note qu'il va y avoir des caméras de partout.



Mme Dupuy-Roudel fait référence aux délits de la semaine dernière.

Mr Julian souligne qu'il suffirait d'installer des caméras aux deux entrées du village et le problème serait réglé.

Mr le Maire rappelle que trois forfaits ont eu lieu dernièrement, avec une demande insistante des services de la Gendarmerie. Il convient aussi de compléter par la vigilance citoyens.

#### **DELIBERATION 16/01/06 : DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LE SYSTEME DE VIDEO PROTECTION**

##### **COMMUNAL**

Rapporteur : Jean-Michel Thuot

Monsieur le Maire rappelle l'arrêté de Monsieur le Préfet de l'Ain en date du 5 juillet 2012 (dossier 20120181) qui a autorisé la commune de Thil pour une durée de cinq ans renouvelable à mettre en œuvre un système de vidéo protection pour la prévention des atteintes aux biens et la protection des bâtiments publics répondant aux finalités prévues par la loi.

Ce système utilisera le support Fibre Optique du réseau Optique déployé sur toute la commune par le Syndicat d'Energie et d'e-Communication de l'Ain.

Suite à la pré étude de faisabilité réalisée par la commune, une enveloppe budgétaire prévisionnelle de l'ordre de 20.000 euros hors taxes serait à mobiliser pour compléter le système de vidéo protection dans les périmètres des secteurs Carrefour Mas Durand/Rivons et Carrefour RD61A/RD61B.

Le choix final d'implantation du système restera à parfaire en relation avec les services de la gendarmerie et nécessitera une autorisation par les services préfectoraux. Monsieur le Maire informe qu'il souhaite, néanmoins d'ores et déjà, solliciter l'octroi de subventions au titre du Fonds d'Intervention de Prévention de la Délinquance.

Monsieur le Maire informe également, de la possibilité de versement d'une subvention au titre de la réserve parlementaire de Monsieur Patrick CHAIZE, Sénateur de l'Ain.

Compte tenu des délais d'instruction des dossiers, il propose au Conseil municipal de l'autoriser, dès à présent, à solliciter ces subventions pour permettre l'installation du système de vidéosurveillance au plus tard pour l'automne 2016.

Le Conseil municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir délibéré,

Autorise Monsieur le Maire par 12 voix POUR, 0 voix CONTRE et 3 ABSTENTIONS :

- à solliciter, dans les formes requises, une subvention au titre du Fonds d'Intervention de Prévention de la Délinquance ;
- à solliciter, dans les formes requises, une subvention au titre de la réserve parlementaire sénatoriale auprès de Monsieur Patrick CHAIZE, Sénateur de l'Ain.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	3

#### **6. ALLOCATION DE VETERANCE**

Mr Maisonnas rappelle que depuis plusieurs années, la presse notamment, l'a relaté, le SDIS incite à se pencher sur l'allocation de vétéranse versée aux pompiers volontaires à la retraite.

Il propose d'adhérer à ce principe.

Le SDIS imposait une convention sur 20 ans avec un effet rétroactif depuis 2013. Nous les avons contacté afin d'obtenir une convention alignée sur le mandat municipal et sans rétroactivité. Le montant représente environ 3.000 € annuels, c'est un remerciement fait à postériori à des pompiers volontaires.

Il donne lecture du projet de délibération.

Mr Thuot est gêné par le principe car au lieu que ce soit un service départemental, ça redeviennent les communes qui financent tout. Cela représente 16.610 € + 3.000 €.

Mr le Maire souligne que c'est la Préfecture qui a saisi le SDIS. Il note que le principe a été assoupli. Le montant de 2,80 € par habitant sera maintenu sur le mandat, dans le cadre de la solidarité et mutualisation.

#### **DELIBERATION 16/01/07 : ALLOCATION DE VETERANCE**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que le Service Départemental d'Incendie et de Secours a saisi à la fin de l'année 2012 chacune des communes de l'Ain et les EPCI concernés afin qu'ils participent à l'allocation dite « de vétéran », forme de cotisation visant à valoriser les services des anciens pompiers volontaires travaillant dans ces collectivités.

Cette allocation de vétéran était jusqu'à présent versée par le SDIS aux bénéficiaires à partir du « contingent » c'est-à-dire de la contribution annuelle globale dont s'acquitte chaque année les communes, soit pour la commune en 2015 la somme de 16.610,10 €.

Le SDIS souhaite aussi, grâce au conventionnement proposé aux communes, augmenter le montant de cette allocation en l'alignant sur celle dite « de fidélité », ce qui permet une égalité de traitement à la hausse de tous les anciens sapeurs-pompiers volontaires qui remplissent les conditions pour la percevoir. Un certain nombre de communes dont THIL avait refusé la signature de la convention proposée par le SDIS notamment sur un point de première importance.

En particulier, les clauses du projet de convention indiquaient une durée d'engagement de 20 ans, donc particulièrement longue sans aucune lisibilité précise des principaux paramètres (absence d'études prospectives) déterminant un engagement financier significatif.

Aucune renégociation n'était prévue dans le cas d'augmentation unilatérale des dépenses décidée par le SDIS.

A la suite, les mesures ont fait l'objet d'assouplissement notamment au regard de la question cruciale de la durée de l'engagement. Il est aujourd'hui admis que cet engagement puisse être limité à la durée du mandat municipal ainsi que la non rétroactivité du paiement de la part revenant à la commune de THIL.

Ainsi pour l'année 2016, la contribution des communes proposée par le SDIS est de 2,80 € par habitant et par an appliquée à la population dite « DGF », soit population DGF x 2,80 €, qui viennent s'ajouter significativement au contingent annuel.

LE CONSEIL MUNICIPAL,  
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU la loi du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans le corps des sapeurs-pompiers,  
VU les délibérations du Conseil d'Administration du SDIS n° 145/12 du 20 décembre 2012 et n° 038/2014 du 13 juin 2014,

VU la proposition de convention transmise par le SDIS le 29 décembre 2015,

VU l'avis favorable de la commission finances du 25 janvier 2016

APPROUVE les termes de la convention à signer avec le SDIS sur la base des principes suivants :

- La commune accepte le versement de l'allocation de vétéran alignée sur l'allocation de fidélité.

- La présente convention n'a d'effet que pour la contribution versée au titre des exercices budgétaires 2016 à 2020 inclus,
  - Conformément à la loi du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans le corps des sapeurs- pompiers, le SDIS verse pour les années 2016 à 2020, l'allocation de vétérance à tout sapeur - pompier volontaire ayant effectué au moins 20 ans de service à compter de l'année où il a atteint la limite d'âge de son grade ou de l'année de fin de prolongation de son activité, ou ayant une durée de service de 15 ans en cas d'incapacité opérationnelle médicalement reconnue.
  - La Ville assume la charge supplémentaire, calculée comme suit : population « DGF » x 2,80 € qui sera inscrite au budget principal de la commune en section de fonctionnement. Le montant du financement pour 2016 sera de 2.993,20 euros, imputé au chapitre 65 Autres charges de gestion courante -article 6553 « service d'incendie »
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention annexée ainsi que les actes en découlant.

- Annexe à la délibération n° 16.01.07 -

<p align="center"><b>CONVENTION RELATIVE À L'ALIGNEMENT DE L'ALLOCATION DE VÉTÉRANCE VERSÉE AUX ANCIENS SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES SUR L'ALLOCATION DE FIDÉLITÉ ET À SON FINANCEMENT</b></p>
--

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS**

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Ain**, situé 200, avenue du Capitaine Dhonne à 01000 Bourg en Bresse, représenté par Monsieur Damien ABAD, agissant en qualité de Président du conseil d'administration, dûment habilité à signer la présente convention en vertu des délibérations du conseil d'administration n°145/2012 du 20 décembre 2012 et 038/2014 du 13 Juin 2014.

ci-après dénommé le **SDIS**, d'une part,

**Et**

La commune de THIL représentée par son Maire Monsieur Bruno LOUSTALET dûment habilité à l'effet de signer la présente convention en vertu de la délibération N° 16.01.07 du conseil municipal en date du 10 février 2016.

Ensemble, ci-après dénommées « *les Parties* »,

**IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT**

**1.** La loi n°96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers, reconnaît à tout sapeur-pompier volontaire (SPV) ayant effectué au moins vingt ans de service, à compter de l'année où il atteint la limite d'âge de son grade ou de l'année de fin de la prolongation d'activité, ou ayant une durée de service de quinze ans en cas d'incapacité opérationnelle médicalement reconnue, le droit à une allocation dite « de vétérance ».

L'article 14 de la loi susvisée prévoit que « *L'allocation de vétérance est financée par les contributions des collectivités territoriales et des établissements publics, autorités d'emploi des sapeurs-pompiers volontaires. Les contributions des autorités d'emploi constituent des dépenses obligatoires.* »

L'article 15 dispose que « *Les services départementaux d'incendie et de secours perçoivent les contributions et versent l'allocation de vétérance.* »

Depuis la loi n°96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours, sont autorisés d'emploi des sapeurs-pompiers volontaires, le SDIS, d'une part, les Communes et Établissements

Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) dotés d'un centre de première intervention non intégré (CPINI), c'est-à-dire n'ayant pas été rattachés au corps départemental, d'autre part.

Or, le SDIS a procédé, jusqu'à ce jour, au versement de l'allocation de vétérance sans recouvrement des contributions correspondantes auprès des collectivités territoriales concernées.

C'est dans ces conditions, que Monsieur le Préfet de l'Ain s'est étonné de cette situation auprès du Président du conseil d'administration du SDIS, lui rappelant par courrier en date du 19 octobre 2010, le défaut de recouvrement des recettes correspondantes aux sommes versées au titre de l'allocation de vétérance, représentant au titre de l'exercice 2009, la somme de 1.224.000 €.

**2.** Par ailleurs, le conseil d'administration du SDIS, le Bureau de l'Association des Maires de l'Ain, et le Bureau de l'Association des Maires Ruraux de l'Ain, ont souhaité procéder à une revalorisation de l'allocation de vétérance versée aux anciens sapeurs-pompiers volontaires en l'alignant sur l'allocation de fidélité.

En effet, l'article 12 de la loi du 3 mai 1996 modifiée par la loi n°2011-851 du 20 juillet 2011, relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique, dispose en ces termes :  
« *Les collectivités territoriales et les établissements publics concernés peuvent décider d'augmenter le montant de l'allocation de vétérance que perçoit le sapeur-pompier volontaire. Le montant cumulé de la part forfaitaire et de la part variable de l'allocation vétérance ne peut dépasser le montant de l'allocation de fidélité mentionnée à l'article 15-6.* »

**3.** Enfin, l'ensemble des collectivités du département ont souhaité moduler la répartition de l'allocation de vétérance alignée sur l'allocation de fidélité entre l'ensemble des communes du département de l'Ain en proportion de la population de référence utilisée pour le calcul de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF).

En effet, par souci d'équité, il est apparu que toutes les communes et EPCI devaient contribuer à l'effort de financement de l'allocation de vétérance alignée sur l'allocation de fidélité afin que l'ensemble du dispositif servi aux anciens sapeurs-pompiers volontaires soit réparti entre l'ensemble des collectivités de l'Ain sur la base de leur population DGF, ce qui représente en 2012, la somme de 2,80 € par habitant DGF.

**4.** Cependant, certains Maires du département ont exprimé leur accord sur le dispositif mis en place par la présente convention et sur les modalités de financement mais ne souhaitent pas s'engager au-delà du terme de leur mandat municipal. Dans ce cas précis, conformément à la délibération n°038/2014 précitée, le SDIS accepte une dérogation portant sur la durée de la convention, étant entendu que seule cette modification est susceptible d'être admise.

#### **DANS CES CONDITIONS, IL A ETE CONVENU LES DISPOSITIONS SUIVANTES**

##### **ARTICLE 1er : Objet**

La commune de THIL décide d'aligner le montant de l'allocation de vétérance versée aux anciens sapeurs-pompiers volontaires sur le montant de l'allocation de fidélité.

A compter du 1er janvier 2016, la collectivité s'engage à prendre en charge le montant de l'allocation de vétérance alignée sur le montant de l'allocation de fidélité pondéré au prorata de sa population DGF telle que définie dans le cadre de la présente convention.

Le montant de la contribution conventionnelle à l'allocation de vétérance alignée exigible au titre de l'année N sera notifié aux maires au plus tard le 31 décembre de l'année N-1.

Le SDIS émettra annuellement deux titres de recettes, l'un correspondant au montant dû par chaque commune ou EPCI au titre de la contribution conventionnelle à l'allocation de vétérance alignée, et l'autre ayant trait au recouvrement des contributions obligatoires.

#### **ARTICLE 2 : Modalités de calcul**

Sur la base du montant de l'allocation de vétérance alignée sur l'allocation de fidélité versée sur l'exercice N-1, et de la population DGF de l'exercice N-1, il est procédé au calcul de la part contributive de chaque commune/EPCI selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Valeur totale allocation de vétérance alignée}}{\text{Somme de la Population DGF des communes du Département}} \times \text{Population DGF de la commune}$$

#### **ARTICLE 3 : Entrée en vigueur et durée de la convention**

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2016.

Elle est établie pour toute la durée du mandat municipal en cours.

A l'issue de cette période, elle pourra être renouvelée par tacite reconduction pour la même durée, sauf dénonciation expresse par l'une des parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception notifiée dans un délai minimum de préavis de 6 (six) mois. Toute dénonciation effectuée hors délais ne sera pas valide.

#### **ARTICLE 4 : Intégralité**

La présente convention exprime l'intégralité des obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les Parties ne pourra s'intégrer à la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : Droit applicable et règlement des litiges**

En cas de contestation relative à l'interprétation ou l'exécution de la convention, les Parties s'engagent à se rencontrer en vue de rechercher une solution amiable. A cet effet, la partie demanderesse adresse à l'autre partie, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une notification précisant la référence de la convention (titre et date de signature), l'objet de la contestation, la proposition d'une rencontre en vue de régler le litige dans un délai de 60 (soixante) jours maximum.

A défaut d'accord à l'issue d'une durée de 90 (quatre vingt dix) jours à compter de la notification susvisée, chacune des parties pourra saisir le tribunal administratif de Lyon, lequel est reconnu par l'ensemble des Parties comme compétent pour juger tout litige en relation avec la présente convention.

Fait à Bourg-en-Bresse en trois (3) exemplaires, le

Pour la commune/EPCI de

.....

Le Maire/Le Président

Pour le Service Départemental  
d'Incendie et de Secours de l'Ain

Le Président du conseil d'administration

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	1
<i>Abstention</i>	0

## **7. CONVENTION RAM**

Mr Guillard donne lecture du projet de délibération.

Il explique que la convention est adossée au renouvellement du CEJ (abordé lors d'un précédent Conseil en octobre 2015). Il a fallu négocier la convention avec la commune de Beynost. Une enveloppe d'environ 3.200 € sera prévue au budget chaque année. Des réajustements financiers sont prévus avec Beynost.

Mr Caplat demande combien d'enfants profitent du système.

Mr Guillard répond que 11 assistantes maternelles sont concernées, ce qui représente environ 11 enfants. Il explique qu'il y a le volet animation sur la commune à raison de 3 fois 2 heures par mois (lieu d'échanges, de formation et d'éveil), et le volet administratif (gérer les problèmes d'urgence, les relations avec les parents...).

Il note une bonne participation des assistantes maternelles.

Mr Maisonnas constate que dans la convention, il n'y a pas de montant. Il demande s'il y aura une autre délibération avec les montants.

Mr Guillard répond dans la négative. La convention proposée est sans les modalités de calcul.

Mr Caplat fait part de sa confusion concernant les diverses prestations conventionnées avec la commune de Beynost. Mr le Maire l'invite à venir en Mairie le lendemain afin que Mme la Secrétaire Générale puisse lui présenter les différentes prestations liées à la petite enfance (RAM, EAJE, Transports Gabi) ainsi que leurs engagements financiers.

Mr Maisonnas note qu'à ce jour, la commune déboursait 2.300 € par an, pourquoi le projet est-il de passer à 3.300 €. Il demande un retour d'information quant aux montants.

Mr Guillard répond qu'actuellement les 2.300 € ne répondent pas au service rendu.

Il souligne que le RAM, c'est une activité d'animation et une activité de services assurée par l'animatrice du RAM.

Mr Guillard rappelle que cette convention peut être dénoncée chaque année comme indiqué dans l'article 10 de la convention annexée à la délibération. Madame Semay en donne lecture.

Mr le Maire précise que le débat est ouvert, et propose que le sujet puisse être abordé en Commission Vie Scolaire et Commission Générale tout en invitant Mr Guillard à être vigilant vis-à-vis des propositions financières présentées par la commune de Beynost sur l'évolution des coûts associés au RAM.

Mr le Maire soumet la délibération au vote, en précisant qu'il s'agit bien d'un vote sur les principes du conventionnement du RAM.

### **DELIBERATION 16/01/08 : CONVENTION DE PARTENARIAT CONCERNANT LE RELAIS ASSISTANTS MATERNELS (RAM)**

Rapporteur : Philippe Guillard

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la convention de partenariat concernant le Relais Assistants Maternels conclue entre la commune de Beynost et la Commune de Thil,

Considérant que depuis 2005, les communes de Thil, de Beynost et le CCAS de St Maurice de Beynost ont signé des conventions de partenariat successives qui ont permis à la commune de Thil et au CCAS de

St Maurice de Beynost d'adhérer au « Relais Assistants Maternels » (RAM) de Beynost, en contrepartie d'une participation financière de chacune des parties basée sur les frais de fonctionnement de la structure.

Considérant que ces conventions ont permis de proposer aux familles, aux assistants maternels et aux personnes exerçant la garde des enfants au domicile des parents, un service destiné à améliorer l'organisation et la qualité de l'accueil des jeunes enfants.

Considérant que ce service, assuré par la commune de Beynost, est agréé par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain qui verse la prestation de service de base, si le RAM remplit les missions fixées par la Caisse nationale des Allocations Familiales.

Considérant que la dernière convention concerne la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2014, Il convient de conclure une nouvelle convention à compter du 1er janvier 2015 afin de poursuivre le partenariat avec la commune de Beynost, Ladite convention a pour objectif de fixer les modalités de ce partenariat et de préciser la participation financière de la commune de Thil au RAM de Beynost, jusqu'au 31 décembre 2018, date d'échéance du Contrat Enfance Jeunesse actuellement en cours.

Celle-ci ne pourra être signée qu'après approbation de cette même convention par le Conseil Municipal de Beynost.

Le Conseil Municipal est invité à :

- approuver la convention de partenariat concernant le Relais Assistants Maternels conclue entre les communes de Beynost et de Thil, telle qu'annexée à la présente délibération.
- autoriser Mr le Maire à signer cette convention et lui donner tous pouvoirs à cet effet.

Le Conseil,

Où les explications de Mr le Rapporteur,

- après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention de partenariat concernant le Relais Assistants Maternels conclue entre les communes de Beynost et de Thil, telle qu'annexée à la présente délibération,

- AUTORISE Mr le Maire à signer cette convention et lui donne tous pouvoirs à cet effet.

### **Annexe à la Délibération n° 16/01/08**

#### **CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE BEYNOST ET LA COMMUNE DE THIL**

#### **RELAIS ASSISTANTS MATERNELS**

La présente convention a pour objet de préciser les conditions de partenariat entre les Communes de Beynost et de THIL, s'agissant du « Relais Assistants Maternels », définissant ainsi les droits et obligations respectifs des deux communes.

**Elle a pour objectif de :**

- Proposer aux familles, assistants maternels, et personnels exerçant la garde des enfants à domicile un service destiné à améliorer l'organisation et la qualité de l'accueil des jeunes enfants sur les deux communes ;
- Permettre à la Commune de BEYNOST de proposer du temps d'animation sur la commune de THIL ;

- Définir les conditions de la participation financière de la commune de THIL au fonctionnement du RAM.

### **Il est d'abord rappelé ce qui suit :**

Le service dénommé « Relais Assistants Maternels » (RAM) est géré par la Commune de Beynost. Il est situé dans les locaux du Pôle Petite Enfance municipal, ouvert en septembre 2005, au 421 rue des Thermes à Beynost.

Depuis cette date, la commune de THIL adhère par convention à cette structure, animée par un professionnel de la petite enfance, et agréée par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain, qui verse la prestation de service de base si le RAM remplit les missions fixées par la Caisse Nationale des Allocations familiales.

La dernière convention est arrivée à échéance le 31 décembre 2014, en même temps que le Contrat Enfance Jeunesse(CEJ), d'une durée de validité de quatre ans du 01/01/2011 au 31/12/2014.

La Commune de THIL souhaite que cette convention soit renouvelée, le RAM étant un lieu d'échanges, d'informations et d'animations pour les assistants maternels, les gardes d'enfants à domiciles et les familles.

### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **ENTRE**

La Commune de BEYNOST, représentée par son Maire, Monsieur Michel NICOD,

D'une part,

#### **ET :**

La Commune de THIL, représentée par son Maire, Monsieur Bruno LOUSTALET,

D'autre part.

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les droits et obligations respectifs des Communes de BEYNOST et de THIL pour l'organisation et le financement du RELAIS Assistants Maternels dont le siège administratif est à BEYNOST.

### **Article 2 : Fonctionnement du RAM**

La commune de THIL adhère au RAM afin de bénéficier de l'ensemble des prestations du Relais.

↪ Deux temps collectifs hebdomadaires sont organisés actuellement sur la Commune de BEYNOST.

↪ Un temps collectif est organisé 3 fois par mois dans les locaux de la salle des fêtes de la Commune de THIL hors vacances scolaires, soit 52 heures sur l'année.

↪ Les ateliers de professionnalisation, les formations et les conférences seront proposés aux élus des Communes de BEYNOST et de THIL.

Les locaux mis à disposition devront être conformes pour l'accueil des enfants, et contrôlés par la PMI.

En outre, avant l'arrivée de l'animateur du RAM, la salle devra être débarrassée des chaises et tables en surnombre. La salle d'animation ne devra comporter qu'une table, 6 chaises et 3 tapis. Le billard reste en place.

### **Article 3 : Public concerné**

Le RAM accueillera uniquement les assistants maternels et les professionnels de la garde à domicile résidant dans chacune des deux communes.

### **Article 4 : Gestion du service**

La commune de BEYNOST est chargée de la gestion administrative et financière de la structure.

Les aides financières au fonctionnement de la structure seront versées par la CAF de l'Ain à la Commune de BEYNOST, en qualité de gestionnaire du service.

### **Article 5 : Participations au fonctionnement du RAM**

La participation financière de chaque commune est établie comme suit :

Les temps d'animation sont au réel du temps passé par l'animatrice et comprendront aussi les temps de déplacement, d'installation et de rangement des jeux.

↪ Le temps de travail administratif sera proratisé en fonction du nombre d'assistants maternels agréés inscrits depuis au moins six mois sur les listes établies par le Conseil Départemental de l'Ain.

↪ Les frais de fonctionnement du RAM seront proratisés en fonction du nombre d'assistants maternels agréés inscrits depuis au moins six mois sur les listes établies par le Conseil Départemental de l'Ain.

↪ Les achats suivants seront effectués par chaque Commune :



- Consommables pour les activités,
- Produits alimentaires,
- Jeux,
- Matériels de puériculture,
- Produits d'entretien et d'hygiène.

#### **Article 6 : Facturation**

##### **La Commune de Beynost fournira à l'appui de sa facturation :**

↳ Le compte de résultat de l'année N qui permettra de déterminer la participation à la masse salariale ;

↳ Le nombre d'assistants maternels agréés de la Commune de THIL bénéficiaires du service dans le cadre de ce partenariat.

La Commune de BEYNOST établira la facturation comme suit :

- Un acompte de 50 % calculé sur le prévisionnel de l'année N
- Le solde sur l'année N + 1 (1<sup>er</sup> trimestre)

#### **Article 7 : Rencontre entre la commune de BEYNOST et la commune de THIL**

Un Comité de Pilotage du RAM est organisé. Il est composé comme suit :

- Les représentants de chaque Commune adhérente,
- Un représentant de la CAF de l'Ain,
- Un représentant de la PMI,
- Le responsable du RAM,
- Un représentant des assistants maternels
- Un représentant des parents employeurs

Une rencontre annuelle est programmée chaque année. Le responsable du RAM fixera la date de la réunion après avoir pris soin de s'assurer qu'elle convient au plus grand nombre.

Cette réunion aura principalement pour objet le bilan relatif à la réalisation des objectifs et la validation des actions nouvelles à mettre en œuvre.

#### **Article 8 : Durée de la convention et date d'effet**

Cette convention est valable du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2018, pour une durée de 4 ans.

#### **Article 9 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

#### **Article 10 : Modalités de résiliation**

Le fonctionnement du RAM suivant le calendrier scolaire, la présente convention pourra être dénoncée chaque année, par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, trois mois avant le début d'année scolaire suivante.

Fait à BEYNOST, le  
Pour la Commune de BEYNOST,  
Le Maire,

Pour la Commune de THIL,  
Le maire,

MICHEL NICOD

Bruno LOUSTALET

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	1

Mme Borrel-Jeantan informe qu'elle s'abstient sur ce vote, car elle ne voit pas la nécessité de ce service. Elle précise que s'il y a des problèmes entre les parents et les assistantes maternelles, il est possible de se tourner vers les Prud'hommes. Elle ne comprend pas pourquoi ce principe n'est pas ouvert aussi aux parents ou aux familles qui gardent des enfants.

Mr Guillard rappelle qu'il s'agit d'une structure réservée aux professionnels.

Mme Semay souligne que c'est un plus pour les enfants de la commune.

## **8. TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS**

Mr Guillard donne lecture du projet de délibération. Il note qu'il s'agit d'un acte administratif. Il est nécessaire d'épurer les postes non pourvus. Il souligne que notamment les deux postes d'ATSEM sont actuellement non pourvus.

### **DELIBERATION 16/01/08 : MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS**

Rapporteur : Philippe Guillard

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant, et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter.

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,  
Il convient de modifier le tableau des emplois permanents.

LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

- **accepte** les propositions de Mr le Rapporteur,
- **fixe** le nouveau tableau des emplois permanents de la collectivité tel qu'indiqué en annexe, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2016.
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre les Arrêtés ou Contrats nominatifs correspondants.

### **Annexe à la Délibération n° 16/01/09**

#### **LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET**

- . 1 Adjoint Technique 2<sup>ème</sup> Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Adjoint Technique Principal 1ère Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Rédacteur Principal

#### **LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET**

- . 1 Adjoint Technique (*4h40 annualisées à 4h40 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*34h00 annualisées à 30h50 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*40h30 annualisées à 32h27 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*restaurant scolaire : 20h30 annualisées à 15h41 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*restaurant scolaire : 19h30 annualisées à 14h55 par semaine*)

- . 1 Adjoint d'Animation (*Garderie périscolaire : 27h55 annualisées à 21h22 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*Classe Maternelle : 34h30 annualisées à 27h34 par semaine*)
- . 1 Adjoint Administratif (*28h00 par semaine*)

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

## **9. QUESTIONS DIVERSES**

Mr Maisonnas remercie les membres de l'opposition pour l'approbation des Comptes Administratifs 2015 alors qu'ils s'étaient abstenus lors du vote du budget primitif 2015. Il note donc un encouragement au travail bien fait.

Mr le Maire fait une information concernant le retour du Contrôle de légalité, suite à l'approbation du PLU. Il donne lecture des courriers de Monsieur le Préfet :

- . Adressé à la commune de THIL :



PRÉFET DE L'AIN

Bourg-en-Bresse, le

18 JAN. 2016

**Direction des relations avec les collectivités locales**

Bureau de l'aménagement et de l'urbanisme

Affaire suivie par : M. Pierre GOBET

PLU Thil - Approbation révision PLU 2016 01

Tél : 04 74 32 59 08

Fax : 04 74 32 30 74

Courriel : [pierre.gobet@ain.gouv.fr](mailto:pierre.gobet@ain.gouv.fr)

**Le préfet de l'Ain,**

**à**

**Monsieur le maire de Thil**

Objet : Approbation de la révision du PLU de Thil

Réf. : Délibération du 13/11/2015

Le 19 novembre 2015, vous m'avez transmis la délibération de votre conseil municipal du 13 novembre 2015 approuvant la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Thil ainsi que les pièces du dossier approuvé.

L'examen de ce plan local d'urbanisme dans le cadre du contrôle de légalité appelle de ma part une seule observation :

Votre collectivité a souhaité édicter dans le règlement du PLU, conformément à l'article L.111-3, al.1 du code de l'urbanisme, l'interdiction de reconstruire après sinistre dans la zone Nh correspondant à la zone bâtie située à proximité des puits de captage d'eau potable.

Selon l'article L.111-3, al.1 du code de l'urbanisme (dans sa rédaction en vigueur au moment de l'approbation), « *la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans est autorisée nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si .... le plan local d'urbanisme ... en dispose autrement, dès lors qu'il a été régulièrement édifié* ».

En effet, la question de la vulnérabilité de la ressource en eau potable est particulièrement prégnante à Thil et à ce titre, la nappe phréatique de Thil-Balan est identifiée dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux comme un aquifère d'intérêt majeur dont les ressources doivent être protégées car soumises à des atteintes toxiques.

Je constate que, si le parti pris par la commune, après enquête publique, va dans le bon sens, il n'est cependant pas indispensable pour assurer la pérennité de la ressource.

Par conséquent, l'interdiction figurant dans le règlement du PLU me paraît excessive et mal fondée puisque la déclaration d'utilité publique du puits de captage de Thil n'a pas encore abouti.

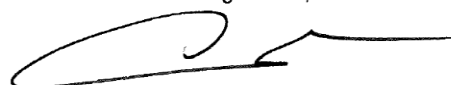
Je vous invite donc à retirer du règlement du PLU la disposition interdisant la reconstruction après sinistre dans la zone Nh, qui pourra être réalisée par le biais d'une procédure de modification simplifiée du PLU.

Je vous informe par ailleurs, qu'une réponse aux recours gracieux présentés par des administrés à l'encontre du PLU sera prochainement apportée par mes services, dont une copie vous sera communiquée.

Pour tout renseignement, mes services ainsi que ceux de la direction départementale des territoires (Service Urbanisme et Risques) restent à votre disposition.

*Bien à vous,*

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La secrétaire générale,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Caroline GADOU', with a long horizontal stroke extending to the right.

Caroline GADOU

. Adressé à Me ANTOINE – ADP : Le contrôle de légalité confirme que notre PLU est légal. Cependant, Mr le Préfet nous invite à retirer l'interdiction de reconstruction après sinistre dans la zone Nh jugée « excessive » et propose de mobiliser à ce titre la procédure de modification simplifiée du PLU. L'avocat de la commune a été contacté pour qu'il diligente une note juridique pour s'assurer de la sécurisation juridique de la procédure qui doit être faite pour ajuster le PLU. Mr le Maire rappelle que les consorts l'avaient sollicité pour un recours gracieux reçu le 09 décembre dernier. Le 14 décembre ils ont fait un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif, ce qui faisait « tomber » la procédure de recours gracieux. La communication se fait par le biais des avocats.



Préfet de l'Ain

**Direction des relations avec les collectivités locales**

Bureau de l'aménagement et de l'urbanisme

PLU Thil – AR recours ADP 2015 12 10

Affaire suivie par : Pierre GOBET

Tél. : .04 74 32 59 08

Fax : .04 74 32 30 74

Courriel : pierre.gobet@ain.gouv.fr

Bourg-en-Bresse, le 22 JAN. 2016

Maître Julien ANTOINE  
ADP AVOCATS  
Cité Internationale  
94, quai Général de Gaulle  
69006 LYON

Maître,

Par courrier en date du 8 décembre 2015, reçu à la préfecture de l'Ain le 9 décembre dernier, vous m'avez demandé en tant que conseil des Consorts PASSARELLA, LACORNE, OLIVEIRA, POMMAZ et BELIN, de déférer devant le tribunal administratif de Lyon la délibération du conseil municipal de Thil du 13 novembre 2015 approuvant la révision du plan d'occupation des sols (POS).

Après l'examen de ce plan local d'urbanisme révisé dans le cadre du contrôle de légalité, votre recours gracieux appelle de ma part les observations suivantes :

En premier lieu et pour répondre à votre premier grief portant sur le vice de procédure tiré des modifications du PLU après l'enquête publique concernant le reclassement en zone Nh de parcelles initialement classées en zone UA appartenant à vos clients, je considère que le moyen avancé que ces modifications remettent en cause l'économie générale du PLU et qu'elles ne procèdent pas de l'enquête publique n'est pas fondé.

En effet, le commissaire enquêteur relève dans ses conclusions que *« les requêtes des publics concernant le reclassement de certaines parcelles en zone UA ou en zone UB ne compromettent ni la prudence qui a guidé l'élaboration du projet de PLU ou les équilibres à poursuivre dans la gestion des espaces urbanisables »* et que préalablement *« à tout développement de l'urbanisation, la protection rapprochée de Thil et la mise en place de l'assainissement collectif seront entrepris pour sécuriser la population et garantir l'approvisionnement en eau de bonne qualité »*.

Par ailleurs, contrairement à ce que vous prétendez, l'avis des services de l'Etat du 23 avril 2015 joint au dossier préconisait un reclassement de ces parcelles en zone Nh afin de préserver la ressource en eau.

En outre, le syndicat mixte Bugey-Côtière-Plaine de l'Ain qui porte le schéma de cohérence territoriale (SCoT) opposable à la commune de Thil avait soulevé dans son avis du 28 avril 2015 la nécessaire protection de la ressource en eau dont *« la question de la vulnérabilité est particulièrement prégnante à Thil »*.

Il ressort de l'ensemble de ces éléments que la condition posée à la modification post-enquête publique par l'ancien article L.123-10 du code de l'urbanisme en vigueur au moment de l'approbation de la révision du PLU est observée. En effet, selon cet article, *« après l'enquête publique, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, est approuvé par délibération du conseil municipal »*.

En second lieu, sur le grief portant sur l'illégalité du règlement applicable à la zone Nh en ce qu'il interdit les extensions horizontales et la reconstruction après sinistre, il convient de distinguer les deux cas séparément.

S'agissant de l'interdiction des extensions horizontales dans la zone Nh : celle-ci résulte d'une préconisation du commissaire enquêteur reprise par la commune de Thil au moment de l'approbation du PLU.

Je ne peux qu'approuver cette disposition du règlement car elle traduit par anticipation la protection qui devrait logiquement découler de la déclaration d'utilité publique (DUP) concernant la protection du puits de captage d'eau potable de Thil.

S'agissant de l'interdiction de reconstruction après sinistre dans la zone Nh correspondant à la zone bâtie située à proximité du puits de captage d'eau potable, je considère cette disposition du règlement comme excessive dans la mesure où la déclaration d'utilité publique du puits de captage n'a pas encore abouti. A ce titre, cette disposition du règlement n'est pas indispensable pour assurer la pérennité de la ressource.

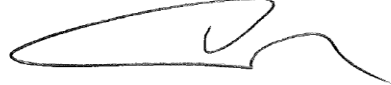
C'est pourquoi, j'ai demandé au maire de Thil de retirer du règlement du PLU la disposition interdisant la reconstruction après sinistre dans la zone Nh, qui pourra être réalisée par le biais d'une procédure de modification simplifiée du PLU.

Enfin, je vous rappelle que, si vous le jugez opportun, vous avez la possibilité de contester la délibération approuvant la révision du plan d'occupation des sols devant le tribunal administratif de LYON dans les deux mois suivant la réception du présent courrier dans la mesure où vous n'avez pas formé de recours gracieux auprès du maire ayant fait l'objet d'une réponse de sa part.

Veuillez agréer, Maître, l'expression de ma considération distinguée.

*Cordialement,*

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La secrétaire générale,



Caroline GADOU



. Aux conseillers de l'opposition : la légalité du PLU examiné par le Contrôle de Légalité est confirmée.



Préfet de l'Ain

**Direction des relations avec les collectivités locales**  
Bureau de l'aménagement et de l'urbanisme  
PLU Thil – AR courrier CM 2016 01 18  
Affaire suivie par : Pierre GOBET  
Tél. : .04 74 32 59 08  
Fax : .04 74 32 30 74  
Courriel : pierre.gobet@ain.gouv.fr

Bourg-en-Bresse, le 22 JAN. 2016

Mme Audrey DUPRAT  
70 route de Montluel  
M. Christian JULIAN  
219, route de Beynost  
M. Serge MANIE  
4 lot. La Verchère  
01120 THIL

Madame et messieurs les conseillers municipaux,

Par courrier du 2 décembre 2015, reçu en préfecture le 7 décembre 2015, vous appelez mon attention sur certaines incohérences dans le zonage et le règlement du plan d'occupation des sols (POS) révisé, approuvé par la délibération du conseil municipal de Thil du 13 novembre 2015 avec le plan de prévention des risques inondations (PPRi) de la commune de Thil approuvé le 17 mai 2013.

Je vous informe que le PPR inondations approuvé constitue une servitude d'utilité publique, en application de l'article L. 562-4 du code de l'environnement, et qu'à ce titre, il doit figurer dans les annexes du PLU conformément à l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme en vigueur au moment de son approbation. Cependant, s'il est préférable qu'une commune adapte son PLU aux prescriptions d'un PPR, elle n'est plus tenue de le faire depuis la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU).

Une jurisprudence du Conseil d'État a confirmé ce point (CE, 14 mars 2003, Assoc. syndicale du lotissement des rives du Rhône, n°235421). De plus, le règlement d'un PPR couvre généralement un champ plus large que le règlement d'un PLU, puisqu'au-delà des règles d'urbanisme, il est fondé à prescrire des règles en matière de constructibilité.

En outre, le PPR est directement opposable aux demandes d'autorisation d'urbanisme (Conseil d'État avis du 3 décembre 2001 n°236910, CAA de Marseille 20 septembre 2007 n°04MA02402, CAA de Bordeaux 31 mars 2009 n° 08BX00051).

De plus, en cas de contradiction entre les dispositions d'un règlement de PLU et celles d'un PPR annexé, ce sont les dispositions du PPR qui prévalent.

Plus précisément, au regard des points que vous avez soulevés dans votre courrier, les réponses suivantes peuvent être apportées :

- le fait qu'une zone UA du PLU concerne des parcelles situées en zone bleue (B1) du PPR inondations correspond à la logique du zonage du PPR et ne pose pas de problème particulier. En effet, ont fait l'objet d'un classement en zone B1 les zones urbanisées inondables pour l'aléa de référence.
- le sud de la parcelle 842 située en zone rouge au PPR inondations est classée dans un sous secteur UBa de la zone UB, clairement identifié comme correspondant aux secteurs soumis au passage d'eau de crue. Le règlement du PLU interdit toute nouvelle construction dans ce sous-secteur, il est ainsi en cohérence avec celui de la zone rouge du PPRi.

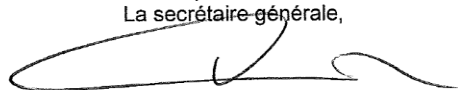
- Le zonage à l'intérieur duquel se trouvent les voiries existantes ne pose aucun problème dès lors qu'elles ne sont pas concernées par un projet de construction. De plus, le règlement du PPR inondations interdit tout remblais "hormis ceux nécessaires à la réalisation d'infrastructures autorisées".

En conséquence, ces incohérences de zonage ne remettent pas en cause la légalité du PLU.

Veillez agréer, Madame et messieurs les conseillers municipaux, l'expression de ma considération distinguée.

*Cordialement,*

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La secrétaire générale,



Caroline GADOU

Copie : M. le maire de Thil

A la suite, en l'absence de questions émanant du public, ce dernier y ayant été invité par Mr le Maire, il donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

*« Mairie de THIL,  
Fin de la séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le mercredi 10 février 2016 à 22 h 46  
Stopper l'enregistrement»*